

122082-2026 - Competition

France – Parts for warships – M25T22008 - Fourniture de matériels de matériels électriques et électroniques nécessaire au maintien en condition opérationnelle des Eléments des Forces Maritimes (EFM)

OJ S 36/2026 20/02/2026

Contract or concession notice – standard regime

Supplies

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: MARINE/DCSSF/DSSF/TOULON

Email: dssftoulon.chargesuivi.fct@intradef.gouv.fr

Legal type of the buyer: Central government authority

Activity of the contracting authority: Defence

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: M25T22008 - Fourniture de matériels de matériels électriques et électroniques

nécessaire au maintien en condition opérationnelle des Eléments des Forces Maritimes (EFM)

Description: Le présent avis concerne un accord-cadre à marchés subséquents portant sur la fourniture de matériels de rechanges du domaine électrique et électronique et accessoires

associés nécessaire au maintien en condition opérationnelle des Eléments des Forces

Maritimes (EFM). Forme du marché : Le présent avis concerne un marché de défense ou de

sécurité ayant pour objet « fournitures de matériels électriques et électroniques et accessoires

nécessaire au maintien en condition opérationnelle des Eléments des Forces Maritimes

(EFM). La procédure est un appel d'offres restreint La présente publication concerne

uniquement un appel à candidature. Le dossier de consultation sera envoyé ultérieurement et

uniquement aux candidats admis à soumissionner. Description de la fourniture ou les

prestations : Les matériels peuvent être définis par une documentation technique

(spécification technique du besoin, fiche d'identification du matériel (FIM), ...) et/ou identifiés

par un numéro de nomenclature OTAN. Liste indicative des matériels rentrant dans le

périmètre de cet accord-cadre : Groupes classe : 1270 : EQUIPEMENT DE CONDUITE DE

TIR 2030 : EQUIPEMENT DE NAVIRE ET MATERIEL DE MARINE 2920-2930 :

ACCESSOIRES DE MOTEUR 4140 : EQUIPEMENTS DE REFRIGERATION, DE

CONDITIONNEMENT ET DE CIRCULATION D'AIR 4240 : EQUIPEMENTS DE LUTTE

CONTRE L'INCENDIE, DE SECURITE ET DE SAUVETAGE, ET EQUIPEMENT ET

MATERIAUX DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT 4410 : EQUIPEMENTS DE FOUR,

D'INSTALLATION A VAPEUR ET DE SECHAGE, ET REACTEURS NUCLEAIRES 4520 :

EQUIPEMENTS SANITAIRES, DE CHAUFFAGE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS 4920-

4940 : EQUIPEMENTS D'ATELIERS D'ENTRETIEN ET DE REPARATION 5210 :

INSTRUMENTS DE MESURE ET DE VERIFICATION 5340-5365 : QUINCAILLERIE ET

ABRASIFS 5805-5810-5820-5825-5830-5836-5840-5855-5860-5895 : EQUIPEMENTS DE

TELECOMMUNICATION, DE DETECTION ET A RAYONNEMENT COHERENT 5905-5910-

5915-5920-5925-5930-5935-5940-5945-5950-5960-5961-5962-5963-5965-5970-5975-5977-

5980-5985-5990-5995-5996-5998-5999 : EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET

ELECTRONIQUES ET COMPOSANTS 6020-6030-6060 : MATERIEL, COMPOSANTS,

ENSEMBLES ET ACCESSOIRES DE FIBRE OPTIQUE 6105-6110-6115-6125-6130-6135-6140-6145-6150 : FILS ELECTRIQUES ET EQUIPEMENTS GENERATEURS ET DISTRIBUTEURS D'ENERGIE 6210-6220-6230-6240-6250 : APPAREILS D'ECLAIRAGE ET LAMPES 6320-6350 : SYSTEMES D'ALARME ET DE SIGNALISATION, ET DE DETECTION DE SECURITE 6605-6625-6630-6645-6665-6695 : INSTRUMENTS ET EQUIPEMENT DE LABORATOIRE 6830 : PRODUITS CHIMIQUES 7021-7022-7025-7030-7035-7042-7050 : EQUIPEMENT INFORMATIQUE (MICROPROGRAMMES INCLUS), LOGICIELS, FOURNITURES ET EQUIPEMENT DE SUPPORT 8145 : CONTENEURS ET FOURNITURES DE CONDITIONNEMENT ET D'EMBALLAGE 8415-8465-8475 : VETEMENTS, EQUIPEMENT INDIVIDUEL, INSIGNES, BIJOUTERIE ET JOAILLERIE Ainsi que toutes les pièces détachées, consommables et accessoires des matériels en service rentrant dans le périmètre de cet accord-cadre. Mots descripteurs : Electricité - Electronique
Procedure identifier: ae867b3f-91b8-4752-98d7-be5ec351ffe3
Internal identifier: M25T22008
Type of procedure: Restricted
The procedure is accelerated: no

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Supplies
Main classification (cpv): 35520000 Parts for warships
Additional classification (cpv): 50640000 Repair and maintenance services of warships, 31600000 Electrical equipment and apparatus

2.1.2. Place of performance

Postal address: BASE NAVALE DE TOULON Service logistique de la marine de Toulon-Division logistique-groupe matériel naval-Divers sites en France métropolitaine
Town: TOULON
Postcode: 83800
Country subdivision (NUTS): Var (FRL05)
Country: France

2.1.4. General information

Legal basis:
Directive 2009/81/EC

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Notice
Breaching of obligations set under purely national exclusion grounds:

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: M25T22008 - Fourniture de matériels de matériels électriques et électroniques nécessaire au maintien en condition opérationnelle des Eléments des Forces Maritimes (EFM).
Description: Le présent avis concerne un dépôt de candidatures. L'avis concerne la mise en place d'un accord-cadre à marchés subséquents avec plusieurs opérateurs qui comportera un montant maximum de 53 400 000,00 € TTC.
Internal identifier: M25T22008

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Supplies
Main classification (cpv): 35520000 Parts for warships

Additional classification (cpv): 50640000 Repair and maintenance services of warships,
31600000 Electrical equipment and apparatus

5.1.2. Place of performance

Postal address: BASE NAVALE DE TOULON Service logistique de la marine de Toulon-
Division logistique-groupe matériel naval-Divers sites en France métropolitaine

Town: TOULON

Postcode: 83800

Country subdivision (NUTS): Var (FRL05)

Country: France

5.1.3. Estimated duration

Duration: 84 Months

5.1.4. Renewal

Maximum renewals: 0

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

Additional information: Pour les candidats établis dans l'Union européenne (hors France) : 1°) le formulaire DC1 renseigné dans son intégralité et PDifié, accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou une lettre de candidature avec informations équivalentes ; 2°) le formulaire DC 2 renseigné et PDifié, accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou document équivalent ; 3°) tous renseignements ou documents justifiant de la nationalité du candidat conformément au 3° de l'article R. 2343-3 du code de la commande publique ; 4°) un extrait du registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement de l'opérateur économique, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2341-1, aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 ainsi qu'à l'article L. 2341-3 du code de la commande publique ; Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 et à l'article R. 2343-8 du code de la commande publique, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où un tel serment n'est pas prévu, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou d'établissement du candidat. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire ou procédure équivalente régie par le droit étranger, il produit la copie du ou des jugements prononcés conformément à l'article R. 2343-9 du code de la commande publique. 5°) un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnée à l'article L. 2341-2 du code de la commande publique ; 6°) un document mentionnant leur numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ou, si le candidat n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ; 7°) un document attestant de la régularité de leur situation sociale au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant qu'ils sont à jour de leurs déclarations sociales et du

paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ; 8°) lorsque leur immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants : a) un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ; b) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ; c) s'ils sont en cours d'inscription, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. 9°) une liste nominative des salariés étrangers employés, s'ils sont soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail, précisant pour chacun d'entre eux : date d'embauche, nationalité, type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D 8254-4 du code du travail) 10°) l'indication des lots sur lesquels le candidat postule (en cas de marché alloti). À défaut, la candidature sera prise en considération pour l'ensemble des lots. Mise à disposition des documents de la consultation : L'attention du candidat est appelée sur le fait qu'en cours de consultation, tous les renseignements seront dématérialisés sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACe), accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou depuis le portail www.achats.defense.gouv.fr Le candidat doit s'inscrire en utilisant une adresse électronique valide. Cette adresse est la seule voie de transmission au candidat des éventuelles modifications du dossier ou des informations complémentaires survenant en cours de procédure. Il appartient donc au candidat de relever son courrier électronique régulièrement et de s'assurer que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr' est accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans son entreprise. Le candidat doit prendre ses dispositions pour permettre le traitement des correspondances avec le service dans un délai compatible avec la procédure. À cet effet, il est invité à communiquer plusieurs adresses mails en l'absence de boîte fonctionnelle de l'entreprise. Dans tous les cas, l'administration ne saurait être tenue responsable de la non réception des éléments transmis en cours de consultation. Modalités de transmission des candidatures : Le pouvoir adjudicateur impose la signature des documents au stade des offres. Le principe retenu est la transmission des candidatures et des offres par voie électronique. L'administration impose le mode de transmission électronique pour l'ensemble de la consultation. Pour chaque étape de la procédure, les candidats et soumissionnaires appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils transmettent à l'acheteur (article R. 2332-11 du code de la commande publique). Tout pli reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Plis par voie électronique : Le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la plateforme des achats de l'État accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr. Les modalités d'inscription des candidats et de dépôt des plis sont explicitées sur la plateforme des achats de l'État. En cas de difficultés, une assistance téléphonique ainsi qu'un courriel sont à la disposition des entreprises. Dans la rubrique aide un guide utilisateur entreprise est disponible et répond aux interrogations des opérateurs. Pour ce mode de transmission, l'attention des candidats est attirée sur les points suivants : - Certificat numérique : Les documents transmis par voie électronique sont signés numériquement avec un certificat numérique conforme aux dispositions en vigueur relatives à la signature électronique dans les marchés publics. Attention, la délivrance du certificat est soumise à un délai. Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature proposé par la plateforme des achats de l'État, il fournira gratuitement la procédure permettant la vérification de la validité de la signature. - Copie de sauvegarde : Les opérateurs ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier dans les

délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres électroniques. Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde ». Il doit être transmis par voie postale à l'adresse figurant au point 1.1 de l'avis. - Format : Les documents transmis doivent être compressés. L'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus. A cet effet, il est recommandé d'utiliser la version 2010 du pack office ou des versions compatibles avec celle-ci, tous compatibles PC. Le cas échéant, le candidat consultera l'administration pour s'assurer de la possibilité d'utiliser d'autres formats. Langue : Conformément à l'article R. 2343-19 du code de la commande publique, les documents remis à l'appui des candidatures dans une autre langue que la langue française doivent être accompagnés d'une traduction en français conforme à l'original. En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fait seule foi.

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Notice

Criterion: Enrolment in a trade register

Description of selection criterion: Situation propre Les documents demandés peuvent être regroupés dans les formulaires téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/cedef/formulaires-marches-publics> dans la rubrique « formulaires ». Critères relatifs à la situation personnelle d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion), y compris exigences relatives à leur inscription à un registre professionnel ou du commerce.

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : -Le candidat (ou le groupement) doit produire le formulaire DC1 dans son intégralité PDifié, accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou une lettre de candidature avec informations équivalentes et une déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique. -Le candidat doit produire un formulaire DC 2 PDifié, accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou document équivalent. -Si le candidat en redressement judiciaire, produire la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou procédure étrangère équivalente conformément à l'article R. 2343-9 du code de la commande publique. -Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2343-14 du code de la commande publique. -Tous renseignements ou documents justifiant de la nationalité du candidat conformément au 3° de l'article R. 2343-3 du code de la commande publique. -Une attestation fiscale justifiant de la régularité fiscale. -Une attestation de vigilance délivrée par l'organisme de recouvrement des contributions et cotisations sociales. Pour les candidats dans l'Union européenne (hors France) : se rapporter à la rubrique V.3 renseignements complémentaires. Les candidatures n'ayant pas été écartées sont examinées au regard des conditions fixées par les articles R. 2342-4 à R. 2342-6 du code de la commande publique.

Criterion: Average yearly turnover

Description of selection criterion: Capacité économique et financière Critères relatifs à la situation économique et financière d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion). Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : -Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les références demandées par l'acheteur, il est autorisé à prouver

sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Criterion: Average yearly manpower

Description of selection criterion: Capacité technique et professionnelle Critère relatifs à la capacité technique et / ou professionnelle d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion) Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : Liste des travaux exécutés et/ou des principales livraisons réalisées et/ou des principaux services dans le domaine des rechanges navals effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire (public ou privé). La preuve des livraisons et de l'exécution des prestations de service les plus importantes est apportée par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. En cas d'ouverture aux pays tiers de l'UE : se rapporter à la rubrique renseignements complémentaires. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les références demandées par l'acheteur, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

5.1.10. Award criteria

Criterion:

Name: Le critère d'attribution sera l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges, dans l'invitation à soumissionner ou à négocier, ou dans le document descriptif.

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Obligatory indication of subcontracting: No subcontracting indication

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Variants: Not allowed

Deadline for receipt of requests to participate: 23/03/2026 16:00:00 (UTC+01:00) Central European Time, Western European Summer Time

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Conditions relating to the performance of the contract: Les conditions relatives à l'exécution du contrat seront fournies dans le règlement de la consultation.

Legal form that must be taken by a group of tenderers that is awarded a contract: Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché (le cas échéant) : Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature s'ils se présentent en tant que candidat individuel ou en tant que groupement d'opérateurs économiques. En application de l'article R. 2342-12 du code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public. De plus, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter une offre en agissant à la fois : - en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - en qualité de membres de plusieurs groupements. En cas de groupement d'opérateurs économiques, celui-ci devra revêtir la forme d'un groupement d'entreprise solidaire pour l'attribution du marché. La constitution d'un groupement et la

modification d'un groupement sont acceptées entre la remise des candidatures et la remise des offres initiales si tous les membres du groupement ont été autorisés à présenter une offre ou à y participer, au moins en tant que sous-contractant accepté dans la phase de candidature, et le groupement modifié ou nouvellement constitué doit respecter les exigences relatives aux capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

Financial arrangement: Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les règlementent. Les règlements s'effectuent par virement avec délai de paiement à 30 jours maximum conformément aux dispositions des articles L. 2392-10 et R. 2392-10 du code de la commande publique. Le financement est assuré exclusivement par les ressources budgétaires de l'État. La monnaie de compte est l'euro.

Subcontracting:

No subcontracting obligation applies.

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

Framework agreement, without reopening of competition

Maximum number of participants: 8

5.1.16. Further information, mediation and review

Mediation organisation: Tribunal administratif de Toulon

Review organisation: Tribunal administratif de Toulon

Information about review deadlines: Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : La procédure peut faire l'objet : - d'un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, en application des articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative ; - d'un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de Justice Administrative, pouvant être exercé conformément aux termes de l'article R. 551-7 du Code de Justice Administrative, au plus tard le 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution du marché ; - d'un recours en contestation de la validité du contrat, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché.

Organisation providing additional information about the procurement procedure: MARINE /DCSSF/DSSF/TOULON

Organisation providing offline access to the procurement documents: MARINE/DCSSF/DSSF /TOULON

Organisation providing more information on the review procedures: Tribunal administratif de Toulon

Organisation receiving requests to participate: MARINE/DCSSF/DSSF/TOULON

Organisation processing tenders: MARINE/DCSSF/DSSF/TOULON

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: MARINE/DCSSF/DSSF/TOULON

Registration number: 15000106300018

Department: VAR

Postal address: BCRM de Toulon – DSSF Toulon – SDFC/DEJ-PASSATION - BP 25

Town: Toulon cedex9

Postcode: 83800

Country subdivision (NUTS): Var (FRL05)

Country: France

Contact point: BCRM de Toulon – DSSF Toulon – SDFC/DEJ-PASSATION - BP 25

Email: dssftoulon.chargesuivi.fct@intradef.gouv.fr

Telephone: +33 422436039

Internet address: <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Information exchange endpoint (URL): <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Buyer profile: <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Roles of this organisation:

Buyer

Organisation providing additional information about the procurement procedure

Organisation providing offline access to the procurement documents

Organisation receiving requests to participate

Organisation processing tenders

8.1. ORG-0002

Official name: Tribunal administratif de Toulon

Department: VAR

Postal address: 5 rue Jean Racine CS 40510

Town: Toulon cedex9

Postcode: 83041

Country subdivision (NUTS): Var (FRL05)

Country: France

Contact point: Tribunal administratif de Toulon

Email: greffe.ta-toulon@juradm.fr

Telephone: +33 494427930

Fax: +33 494427989

Internet address: www.justice.gouv.fr

Roles of this organisation:

Review organisation

Organisation providing more information on the review procedures

Mediation organisation

8.1. ORG-0000

Official name: Publications Office of the European Union

Registration number: PUBL

Town: Luxembourg

Postcode: 2417

Country subdivision (NUTS): Luxembourg (LU000)

Country: Luxembourg

Email: ted@publications.europa.eu

Telephone: +352 29291

Internet address: <https://op.europa.eu>

Roles of this organisation:

TED eSender

Notice information

Notice identifier/version: c14e85bf-92b7-498a-8408-0869022001a7 - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 18

Notice dispatch date: 18/02/2026 14:46:12 (UTC+00:00) Western European Time, GMT

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 122082-2026

OJ S issue number: 36/2026

Publication date: 20/02/2026